

à la fois frustrants et confus, et que si nous ne les avons pas entendus, c'est qu'ils ne comprennent pas de quoi il retourne, parce qu'on ne le leur a pas expliqué. Ou bien cela, monsieur l'Orateur, ou bien ils ont reçu l'ordre formel de ne pas prendre la parole au cours du débat sur le budget. En réalité, une rumeur circule ce matin dans les corridors selon laquelle le fouet a claqué et les députés d'arrière-ban vont se tenir tranquilles. Si c'est vrai, voilà une curieuse formule démocratique et une façon curieuse pour les députés conservateurs d'arrière-ban de remplir leurs fonctions de représentants à la Chambre des communes. J'espère que certains d'entre eux nous fourniront les explications que nous aimerions avoir.

Il convient de noter que le ministre des Finances n'a pas commencé par nous donner une analyse de la situation économique passée et présente au Canada, en nous expliquant, à travers l'optique de la politique et de l'administration du gouvernement, ce qui va mal dans notre économie. Non, la cause est étrangère au gouvernement; ce sont des facteurs étrangers au Canada qui sont à la source de tous nos ennuis. Presque au début de ses observations, comme l'atteste la page 6875 du hansard, le ministre a dit:

En décembre dernier, quand j'ai présenté à la Chambre un budget supplémentaire, j'ai expliqué que le rythme de l'expansion économique en Europe manifestait quelque hésitation et que les perspectives économiques au Canada et aux États-Unis, très encourageantes au début de 1960, s'étaient modifiées de façon plutôt inattendue, et qu'il y avait eu un ralentissement décevant dans les trois derniers trimestres de 1960.

Ainsi, si les initiatives du gouvernement ont échoué au Canada, cela est attribuable aux événements qui sont survenus au Royaume-Uni, en Europe, et aux États-Unis. C'est là, à mon sens, une piètre façon d'amorcer la présentation d'un budget expansionniste et d'expliquer les erreurs et les sophismes du gouvernement actuel. Cependant, le ministre n'a pas mis très longtemps à prendre une autre attitude, à voir tout en rose; il nous a dit que les choses allaient être complètement différentes à l'avenir. En effet, la page 6876 du hansard attribue au ministre des Finances les paroles suivantes:

On s'attend que l'expansion se poursuive en Europe occidentale, ainsi que dans nos autres grands débouchés d'outre-mer. Ces événements satisfaisants nous permettront d'augmenter encore les exportations, la production, l'emploi et les revenus. C'est dire que nous pourrions escompter que notre situation s'améliore même si nous n'entreprenions rien d'autre pour stimuler notre économie.

Ainsi, après avoir invoqué par le passé les événements qui se passaient dans les pays étrangers pour excuser la carence du gouvernement, on prétend maintenant que le

Canada va subir un nouvel essor extraordinaire à cause de ce qui se passe dans d'autres pays. C'est une façon ridicule de présenter un budget et d'élaborer la politique gouvernementale. Nous espérons certes tous que cette nouvelle conception des choses ne s'inspire pas d'un optimisme utopique. Nous espérons que la situation dont le ministre a donné les grandes lignes se concrétisera. Mais si elle se concrétise, monsieur l'Orateur, dans quelle mesure la politique et les propositions gouvernementales énoncées dans l'exposé du ministre des Finances y seront-elles pour quelque chose? Le ministre se doit de nous expliquer, d'expliquer au peuple canadien comment sa politique à l'égard des pays étrangers produira le résultat souhaité.

Sa théorie économique est en fait très étrange. Le ministre a presque complètement passé sous silence les craintes qui se font jour à propos des effets qu'exerceront sur les exportations canadiennes l'expansion et la réalisation des plans, politiques et objectifs des Six et des Sept. Il me semble que ce n'est pas simplement en mentionnant ces considérations que le ministre peut en expliquer la portée. Il se doit aussi de nous dire de quelle façon sa politique amènera une expansion dans le domaine de l'exportation. Je pense surtout au Royaume-Uni, bien que tous nos marchés d'exportation soient en cause. Il est une chose dont nous devons nous rendre compte, et je ne comprends pas pourquoi nous refusons de la voir, c'est que pour exporter, il faut importer. Pour qu'on exporte, il faut que les pays où l'on exporte aient des dollars canadiens, et pour obtenir des dollars canadiens, il leur faut vendre leurs produits d'exportation chez nous.

La dévaluation du dollar aide sans aucun doute nos exportations, mais comment cela pourra-t-il compenser le fait que nous devons obtenir de nos clients étrangers des dollars canadiens pour payer nos producteurs. Il nous faut importer de ces pays pour qu'ils aient des dollars canadiens qui leur permettent d'acheter nos produits d'exportation. En dévaluant le dollar, nous faisons exactement la même chose que si nous haussions les barrières douanières, cela ne fait aucun doute, que le ministre l'admette ou non. Cela signifie que nous devons dépenser plus de dollars parce que notre monnaie est dévaluée.

Je crois qu'il est stupide de parler, comme le gouvernement est prêt à le faire, du marché auquel nous avons droit au Royaume-Uni et d'exprimer des craintes sur l'adhésion du Royaume-Uni au groupe des Six, parce que nous devons admettre que la Grande-Bretagne doit penser à sa population de 48 millions et que c'est son premier souci, et que si nous voulons vendre, et nous le voulons, plus de blé ou autres produits agricoles,